

**Comité préparatoire
de la Conférence des Parties
chargée d'examiner le Traité
sur la non-prolifération
des armes nucléaires en 2015**

27 avril 2012
Français
Original : chinois

Première session

Vienne, 30 avril-11 mai 2012

Garanties de sécurité

Document de travail soumis par la Chine

1. En attendant que l'objectif de l'interdiction complète et de la destruction totale des armes nucléaires soit réalisé, les États dotés de l'arme nucléaire doivent donner à ceux qui n'en sont pas dotés des garanties de sécurité de nature à renforcer le régime international de non-prolifération nucléaire. Ils doivent tous s'engager sans condition à ne pas faire usage de l'arme nucléaire contre des États qui n'en sont pas dotés ou dans des zones qui en sont exemptes, dans le cadre d'un instrument international juridiquement contraignant.
2. Tous les États dotés de l'arme nucléaire doivent limiter le rôle de cette arme dans leurs politiques de sécurité nationales, abandonner toute politique de dissuasion nucléaire par laquelle ils menaceraient d'utiliser l'arme nucléaire les premiers, et s'abstenir de désigner tel ou tel État comme cible de frappes nucléaires ou de diriger l'arme nucléaire en leur possession contre quelque pays que ce soit.
3. Les États dotés de l'arme nucléaire doivent aider les États qui n'en sont pas dotés à mettre en place des zones exemptes d'armes nucléaires et être contraints juridiquement à remplir leurs obligations à cet égard.
4. La Conférence du désarmement doit entreprendre sans tarder des travaux de fond en vue de l'élaboration d'un instrument international juridiquement contraignant portant sur les garanties de sécurité à accorder aux États non dotés de l'arme nucléaire.

